en lien

bulletin de liaison du CEPAG MOUVEMENT d'éducation populaire

2020²



SPÉCIAL CRISE COVID-19

ET SI NOUS RÉINVENTIONS L'AVENIR ?

Editrice responsable

Anne-Marie Andrusyszyn
rue de Namur 47
5000 Beez

Crédits photos

Yannick Bovy (*Réinventer*, première page)
Yaroslav Danylchenko (*Mona Lisa*, dernière page)

Graphisme

ramdam.be

Avec le soutien de FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

ÉDITO

DANS LA TOURMENTE D'UN ENNEMI INVISIBLE

Anne-Marie Andrusyszyn, directrice

Nous étions préparé·e·s aux crises économiques et sociales, aux montées de l'extrême droite sous toutes ses formes, à la démence politique de certains, aux destructions environnementales, au mépris des classes dirigeantes, à leur autoritarisme, à leur pouvoir immoral… Nous étions prêts et prêtes à endurer, résister, combattre ces larges dérives d'une inintelligence humaine. Le combat sanitaire, les pandémies faisaient partie de l'histoire ancienne ou d'une géographie lointaine et ne participaient plus à l'organisation de nos craintes.

Nous pensions que la science et la médecine avaient domptés massivement la plupart des maladies virales. Il y avait bien eu le sida, le SARS, la grippe H1N1, mais à distance et finalement maitrisables. Pour ces raisons, notre imaginaire collectif appelait à l'apaisement face à d'hypothétiques épidémies.

Nous étions prêts et prêtes pour d'autres combats pour d'autres résistances. Nous étions prêts et prêtes pour d'autre projets.

Le Covid-19 a bouleversé nos certitudes. Nos sentiments d'invincibilité sanitaire ont à connaître, la peur au ventre, pour la première fois depuis des décennies, au niveau mondial, au même moment et pour toutes les générations, les désastres d'une pandémie.

•

Une certaine littérature relevant du registre de la science-fiction, du thriller anticipatif, d'approche complotiste ou au mieux collapsologique nous a alimenté de scénarios presque identiques.

Des scénarios brusques, violents, profilant des société peureuses, orchestrées par la puissance de chefs ou de leaders. Des sociétés qui, habitées par de tels virus mortels, basculent dans d'épouvantables chaos ou des totalitarismes variés.

Nous sommes évidemment aux antipodes de tels scénarios, espérant ne jamais tomber dans les griffes d'une telle folie politique mais le traçage et le marquage des citoyens et des citoyennes en différentes identités sanitaires, éveille le soupçon sur certaines déviances.

•

Nous comprenons, jour après jour, JT après JT, émissions spéciales après émissions spéciales, que l'heure est grave. On nous demande, on nous conseille, on nous dicte au nom de la solidarité nationale, de la solidarité envers le personnel soignant, envers nous-mêmes et les autres, cet impératif vital, celui du confinement et de l'acceptation des décisions politiques.

La chose est entendue. Nous savons que la gravité de la situation nous ramène à la dimension minuscule et insignifiante de l'être humain et que l'application de ces règles facilitera une sortie plus rapide du confinement et de nos angoisses primaires.

Mais nous savons aussi, combien la cupidité, le manque d'audace, la soumission à l'économie-finance nous ont conduit dans ces ténèbres tangibles, que nous percevons et que nous appréhendons.

•

Nous voilà au bord d'un gouffre, à la merci de choix politiques sanitaires désastreux où les équipes soignantes donnent leur vie pour sauver d'autres vies, où les médicaments et le matériel indispensables font défaut...

Des politiques et des gouvernements qui tout à coup reprennent la gestion de leur État sans devoir en référer à l'Europe qui, au fil de la pandémie, semble perdre toute consistance…

Un monde scientifique qui recherche dans l'urgence, ce qu'il aurait pu anticiper si les politiques l'avait soutenu et entendu en temps utiles… car bien sûr, cette pandémie était prévisible !!

Nous sommes, dès lors, à la merci d'une effroyable tempête commanditée, par les fossoyeurs des politiques sociales et les libérateurs du tout au privé et au profit.

Nous sommes à la merci de politiciens et politiciennes qui tergiversent, prennent des décisions tardives parfois abracadabrantes et se confortent dans des gouvernements de pleins pouvoirs.

Nous voilà, dans la spirale d'un capitalisme génocidaire, sans vergogne qui déplore ce désastre sanitaire mais attend gloutonnement les aides des États, aides qui seront reprises comme d'habitude aux travailleurs et travailleuses et aux précaires. Nous connaissons depuis si longtemps, ce doux refrain des chantres du capitalisme : « socialiser les pertes, privatiser les profits »

•

Notre monde perd depuis des décennies, le sens de son existence et glisse inexorablement vers une déchéance morbide.

Et pourtant ?

De plus en plus nombreux, avec un infime mais tenace espoir, beaucoup attendent un demain hardi et novateur.

À la levée du confinement, ils espèrent pouvoir organiser par la force et la volonté d'une survie planétaire, de nouvelles résistances et de nouvelles luttes démocratiques et émancipatrices.

Que cette convergence des résistances tant recherchée, tant espérée, se mette en marche, regroupant les forces vives pour la construction d'un projet sociétal différent, que les institutions anciennes propices au recommencement infini et destructeur, puissent laisser place à l'émergence de nouvelles alternatives fulgurantes de dignité et de respect humain et environnemental.

Demain sera peut-être un autre monde plus égalitaire, porté par une réelle démocratie participative.

Mais pour cela, il nous faudra exiger d'autres manières de gouverner, de décider et de penser.

Dans ce numéro d'En Lien, les formateurs, formatrices et animateurs du CEPAG vous proposent une série de textes « coups de poings » sous forme de textes courts. Inégalités, travail, démocratie, capitalisme… sont autant de concepts sur lesquels un regard est porté avec, en toile de fond, la crise sanitaire actuelle et la crise socioéconomique qu'elle entraîne.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et vous donnons rendez-vous dès que possible pour construire, ensemble, le monde d'après…



HUMEUR

ET SI ON DESCENDAIT DU MANÈGE ?

Bruno Poncelet

Dans un cauchemar, à la foire, il y avait une attraction de dingue. Jugez plutôt : des capitalistes fous furieux avaient pris le contrôle de l'État !

Dans ce manège infernal, les capitalistes décidaient qui pouvait créer ou détruire de l'emploi, quel argent pouvait rentrer dans les caisses de l'État (et c'était pas le leur !), comment les gens avaient le droit de gagner leur vie, pourquoi il fallait sabrer dans les dépenses publiques ou encore la façon de raboter les droits des travailleurs et travailleuses à coups de compétitivité flexible (contrats précaires, horaires en accordéon, salaires minables, pensions reportées…). L'attraction était si démentielle que les firmes privées avaient obtenu le droit exclusif de créer toutes sortes d'innovations technologiques, mais aussi le feu vert des autorités pour évaluer elles-mêmes la nocivité de ces inventions qui leur rapportaient du pognon ! Et ça marchait comme ça pour tout : la bouffe, les médicaments, les produits chimiques, les crédits financiers… Et tous les joujoux numériques dont ils nous harnachent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, afin de récolter toute trace de nos pensées et les transformer en valeur ajoutée, en marchandise pour publicitaires ou services secrets cherchant à connaître tous nos désirs cachés. Comme l'Europe les aidait (de son index DESI[1]) à digitaliser nos sociétés, le manège allait de plus en plus vite, il faisait de plus en plus peur. On avait de moins en moins d'air et de temps pour réfléchir, et personne n'osait descendre de peur de se casser la gueule. Du coup, on était bien obligés d'avaler leurs couleuvres : « *L'intérêt général, ça sert à rien ! Les services publics, c'est jeter l'argent par les fenêtres ! Pour aider les pauvres, il faut favoriser les riches ! Allez, obéissez sans réfléchir…* »

Puis. Soudain. Tout s'est arrêté ! Un petit virus s'est invité à la fête… Du jour au lendemain, on s'est retrouvées, toutes et tous, confinés avec nos proches, nos soucis et nos pensées… Et plein de temps pour réfléchir ! Du temps pour séparer l'essentiel de l'accessoire. Du temps pour distinguer le fondamental du superflu. Du temps qui donnait envie de penser : quand le manège de l'austérité libérale sera réparé, quand les capitalistes nous appelleront pour repartir, on leur dira : No Pasaran ! Plus question de vous suivre ! On va foutre le boxon dans les entreprises ! On va arrêter de vous filer du pognon en consommant vos produits ! On ne va plus voter pour des politiques qui sont vos amis !

Cessons de transformer le monde en marchandises, et foutons cet odieux système par terre !

1. https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/desi?cookies=disabled

COVID-19

MIROIR GROSSISSANT DES INÉGALITÉS

L'ÉGALITÉ POUR FAIRE FACE AUX CRISES

Céline Moreau

8 mars 2020. Journée de lutte pour les Droits des Femmes. Quelques jours à peine avant le confinement…

Ce jour-là, un Collectif carolo, les « Femmes de mars », enterrait symboliquement Pat Riarcat[1] pour mettre en lumière les inégalités entre les hommes et les femmes :

- **Inégalité salariale :** en Belgique, les femmes gagnent encore 23,7 % de moins que les hommes en Belgique.[2]
- **Inégalités face à la précarité :** les femmes, particulièrement celles qui sont seules avec enfants, sont les plus touchées par la pauvreté.[3]
- **Inégalités dans l'emploi :** choix de carrière, secteurs dits « féminins » moins bien rémunérés comme les métiers de soin, la grande distribution… Oui, oui, ces métiers enfin reconnus comme indispensables à l'ère Coronavirus !
- **Inégalité face à la violence :** près d'une femme sur quatre a déjà été victime de violence de la part d'un compagnon.
- …

Aujourd'hui, la pandémie — le confinement qui en découle et la crise qu'elle engendre — met en évidence, voire renforce, ces inégalités de genre.

Les violences conjugales augmentent

Les femmes, victimes de violences conjugales, sont désormais confinées, enfermées H24 avec leur bourreau.

Les associations d'aide aux victimes de violence ont rapidement tiré la sonnette d'alarme sur les risques encourus par ces femmes et demandé une augmentation des places d'accueil disponibles.[4]

La *Task force* « Violences conjugales et intrafamiliales » a bien lancé une vaste campagne de sensibilisation[5]. Mais le cri d'alarme exprimé en ces temps confinés sera-t-il entendu ? Des solutions seront-elles trouvées rapidement et, surtout, se poursuivront-elles après le déconfinement ?

Aujourd'hui, comme demain, la prévention doit être renforcée : éducation à l'égalité dès l'école, refus de toute forme de domination, chasse à la culture du viol, suppression de l'image de la femme-objet dans la publicité…

Caissières, infirmières, aides-soignantes… les nouvelles héroïnes du 20h

Tous les jours à 20h, des travailleuses et des travailleurs « qu'on ne voyait plus » sont applaudis, remerciés… Une grande partie des ces « invisibles » sont des femmes, travaillant dans ces secteurs dits « féminins » : bas salaires, temps partiels, horaires coupés, conditions de travail difficiles…

Ces héroïnes du confinement seront-elles à nouveau oubliées, invisibilisées dans l'après-Covid ?

Ou va-t-on enfin améliorer les conditions de travail et de salaires de ces travailleuses dont l'utilité sociale ne fait désormais plus aucun doute ?

SORTIR DE LA CRISE PAR LE HAUT

En 2008, les pays dotés d'une forte sécurité sociale ont surmonté plus facilement la crise capitaliste. Aujourd'hui, ce sont une nouvelle fois les services publics qui sont le bouclier face aux attaques du virus et aux conséquences de la pandémie. Ici encore, les inégalités se creusent : violences domestiques, bas salaires, petites pensions… Tant d'inégalités dont les femmes sont les premières touchées.

Il semblerait donc qu'un monde plus solidaire et plus égalitaire serait plus approprié pour face aux diverses crises, qu'elles soient financières ou sanitaires. Il est urgent de régler ces inégalités et de renforcer les droits de toutes et tous. Car, après la crise sanitaire, il faudra faire face aux crises environnementales, sociales et économiques qui s'annoncent. Il est plus que jamais urgent de renforcer l'égalité et la solidarité !

1. https://www.telesambre.be/pat-riarcat-ete-enterre-charleroi
2. http://www.fgtb.be/-/27-mars-journee-de-l-egalite-salariale-le-coronavirus-ne-cache-pas-les-inegalites-
3. https://www.oxfam.org/fr/communiques-presse/les-milliardaires-du-monde-se-partagent-plus-de-richesses-que-46-milliards-de
4. https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_coronavirus-les-appels-a-l-aide-pour-violences-conjugales-se-multiplient?id=10471220
5. Mise sur pied par la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, la Région de Bruxelles-Capitale et la COCOF, la task force a lancé une vaste campagne de sensibilisation : « Rien ne justifie la violence conjugale ».

MAISONS DE REPOS : « SILENCE, ON TOURNE ! »

Michel Rosenfeldt

Pas besoin de vous abonner à Netflix pour découvrir LA nouvelle série catastrophe qui tient le pays en haleine : « Covid-19. Morts en maison de repos ». Découvrez l'essentiel de la saison 1…

Casting

- La population belge : 11 millions d'hommes et de femmes, son personnel soignant, ses personnes âgées.
- Un gouvernement fédéral en affaires courantes mais doté des pouvoirs spéciaux, des Régions, des Communautés.

Pitch

Un virus venu de Chine, le Covid-19, s'est propagé partout, mondialisation oblige… La Belgique n'est pas épargnée. Mi-mars 2020, le pays est confiné. « Restez chez vous » devient la règle.

Résumé des épisodes

Au rythme des réunions du Conseil national de sécurité, la population tente de s'organiser : les enfants n'iront plus à l'école, la vie sociale est sur pause, l'économie ralentit, le télétravail devient la norme, la culture est à l'arrêt. On fait la file pour du papier toilette et des paquets de pâtes… On ne ferait pas mieux en temps de guerre.

Les chiffres quotidiens sur l'évolution du virus rythment les journées confinées. On compte les morts. Ils sont nombreux…

Les rebondissements se succèdent : gestion ubuesque des masques, absence de tests de dépistage, manque de respirateurs artificiels dans les services de soins intensifs, manque de vêtements de protection pour le personnel de soins et des maisons de repos.

Zoom sur la détresse du personnel soignant dépassé… On s'organise comme on peut.

Focus sur les maisons de repos. Le virus est là et touche le personnel et les résidentes et résidents. Plus de contacts avec les familles. Confinement en chambre. On fait ce qu'on peut pour adoucir la vie des plus âgé·e·s mais les morts « suspectés Covid » se multiplient. Sans compter, celles et ceux qui, ne supportant plus la solitude, se laissent mourir… Et le personnel qui attend désespérément du matériel. On compte de plus en plus de malades. Le personnel vient à manquer… On fait même appel à l'armée…

Fin de la saison 1

Place au déconfinement ! Les masques deviennent indispensables. Le kayak est autorisé (ouf !) ! Les magasins pourront ouvrir à nouveau mais il faudra attendre pour revoir ses proches…

Bientôt la saison 2…

Ou les péripéties d'une Commission d'enquête parlementaire qui noiera le poisson quant aux responsabilités politiques de ce désastre. Un scénario qui n'est pas sans rappeler celui de la série « Commission d'enquête sur la crise de la dioxine » en 1999-2000.

Patience donc, la 2e saison arrive bientôt et risque d'être plus dramatique encore que la 1ère…

ET SI ON RÉGULARISAIT ?

Joseph Burnotte

Face à la pandémie, plus de 150.000 personnes dénuées des droits fondamentaux : sans papiers, personnes migrantes en transit ou en demande d'asile, femmes et hommes en centres fermés… se retrouvent sans possibilité de mettre en œuvre les mesures d'hygiène et de distanciation physique pour se protéger du virus.

Ces oublié·e·s de nos sociétés se trouvent dans un véritable dénuement physique et matériel. Dépendantes pour la plupart du travail informel, ils et elles sont sans moyens de subsistance, errant dans la ville hostile ou logeant dans la froideur des bois. Pour celles et ceux vivant dans des squats ou des bâtiments occupés, c'est la promiscuité permanente dans des chambres surpeuplées, souvent sans intimité, parfois sans infrastructure sanitaire.

Cette situation où l'humanité est niée trouve sa source dans l'exploitation des peuples, redoublée par le rejet et les discriminations. Ce n'est pas du passé. C'était une réalité avant le Covid- 19, et cela risque de se poursuivre dans le « monde d'après » si nous ne changeons pas les choses. Ces populations venues d'ailleurs pour fuir la dictature, la guerre, la misère, le dérèglement climatique, le manque d'horizon professionnel se retrouvent, chez nous, isolées dans des zones de non-droit pour servir de main d'œuvre d'appoint pour des tâches essentielles mais non-reconnues : nettoyage de chantier, manœuvres, garde d'enfants, aide aux soins, aides ménagères, dans les chaînes de sous-traitance et de soins. Une invisibilité qui se double d'une exclusion des droits essentiels en termes de santé ou de sécurité. Les voici aujourd'hui, femmes et hommes dénués du minimum qu'elles et ils avaient pu acquérir, victimes d'une sorte de double confinement sans aucun moyen pour lutter contre le virus.

Le gouvernement aux pouvoirs spéciaux continue, comme les gouvernements qui l'ont précédé depuis 2009, à ne pas mettre sur pied une solution structurelle pour que soient reconnus les droits de ces 150 000 personnes en mettant en place une régularisation et un contrôle strict du marché du travail face aux pratiques de détachement illégal, de trafic des êtres humains….

Aujourd'hui, les partis qui soutiennent de l'extérieur ce Gouvernement d'urgence ont la possibilité de faire valoir cette revendication fondamentale d'une régularisation pour ces invisibles, ces laissés-pour-compte.

Mais, au-delà de l'urgence, il est essentiel de penser une liberté de circulation dont la condition *sine qua non* est de changer de cap dans les rapports sociaux et environnementaux.



DIGITAL, LE MONDE D'APRÈS ?

Laurent D'Altoe

Chronique d'une liquidation

Sus aux billets de banque et aux pièces de monnaie sonnantes et trébuchantes ! La fin de l'argent liquide est régulièrement évoquée depuis une vingtaine d'années. La pandémie actuelle, et les risques de transmission du virus, risquent fort d'accélérer le mouvement… Mais avec quelles conséquences ?

Le *no cash* s'affiche désormais sur les devantures des commerces. Et le déconfinement qui s'amorce se fera, exclusivement sans doute, par transactions électroniques…

Ok, jusque-là, c'est logique : limitons les risques de propagation du virus avec des billets et des pièces qui passent de mains en mains. Mais cette mesure pourrait se prolonger bien au-delà de la pandémie.

Certains États n'ont pas attendu le Coronavirus pour réfléchir à la disparition de l'argent « physique ». La Suède avait déjà planifié celle-ci pour 2030, avant de revenir récemment sur sa décision. Mais la crise sanitaire pourrait accélérer ce type de projets, voire les généraliser.

Les partisans de la fin de l'argent liquide mettent en avant des avantages tels que la fin des pertes, des vols, des erreurs de caisse, etc. Mais quid justement de la sécurité de notre argent et de la confidentialité de nos transactions et dépenses quand le moindre hacker peut se faufiler sur la toile ?

Achats en ligne

Le shopping sur la toile se développe depuis plusieurs années et quoi de mieux qu'un confinement pour booster les achats en ligne ? Pas question d'arrêter de consommer pour certaines et certains et les multinationales du commerce électronique, Amazon en tête, l'ont bien compris et voient dans la pandémie une opportunité de faire encore plus de chiffres… au détriment de la santé et de la sécurité de leurs travailleuses et travailleurs.

Que dire des conséquences du développement de la vente en ligne sur les petits commerces qui ne peuvent rivaliser et risquent de ne pas survivre ?

Enseignement à distance

En pleine expansion dans les écoles secondaires, les plateformes digitales et autres applis scolaires permettent aux élèves confinés de garder un contact avec leurs professeurs et de pouvoir recevoir des contenus de révision.

Le système est « pratique »… si on a un ordinateur, une tablette ou un smartphone et une connexion internet. Car la crise sanitaire actuelle met en exergue les inégalités (la fracture numérique) dont sont victimes les plus précaires. L'enseignement à distance devient alors source de discrimination et empêche certains élèves de garder un lien pédagogique et de rester à jour...

Cette crainte est également valable pour tout ce qui est formation pour adultes et éducation permanente.

Dans les universités, avec les cours et les examens à distance, on est confronté aux même risques de laisser sur le bord de la route les étudiants et étudiantes les plus précaires.

Par ailleurs, l'installation de logiciels de surveillance pendant les examens engendre des questionnements et des craintes par rapport à la protection de la vie privée…

Tout-à-la-digitalisation

Que deviendront toutes les oubliées et tous les oubliés de la digitalisation : les plus âgés, les plus pauvres ? Autant de citoyennes et de citoyens qui passeront (encore) un peu plus dans le rang des invisibles au fur et à mesure que le monde se digitalise au détriment des liens sociaux : dans l'épicerie du coin, à la banque, à l'école des enfants...

En outre, on est en droit de s'inquiéter des moyens de contrôle à disposition des gouvernements. Ces derniers pourraient plus encore suivre nos faits et gestes, voire identifier, d'un simple clic, celles et ceux jugés « inciviques », « irresponsables »… Ou tout simplement trop libres.

Décidément, le tout à la digitalisation demeure bien l'enjeu de nos futurs… confinés ou pas.

COVID-19

SYNDICATS, SÉCU, CAPITALISME & DÉMOCRATIE

LES ENJEUX SYNDICAUX DU DÉCONFINEMENT

Maurizio Vitullo

Le patronat passe à l'attaque

Premier acte. Sophie Wilmès met sur pied un groupe d'éminents experts (sic) chargé d'élaborer un plan stratégique de déconfinement, le GEES (Groupe d'Experts d'*Exit Strategy*). Dix personnes formant un triumvirat qui regroupe le monde académique médical, le monde des affaires et le monde de la finance. Cherchez les erreurs ! Quant aux absent·e·s, ils et elles auront toujours tort !

Deuxième acte. Mise en œuvre de la stratégie du choc. En plein confinement, le gouvernement disposant de pouvoirs spéciaux prend des mesures de dérégulation du monde du travail, sans aucune concertation sociale. Parmi les dispositions prises, on y retrouve les vieux réflexes libéraux :

1. Une **défiscalisation** des heures supplémentaires volontaires dans les secteurs dits « critiques » ;
2. Un **assouplissement** en matière d'horaires flottants, de détachement et de travail occasionnel ;
3. La possibilité de **cumuler de manière successive un contrat à durée déterminée (CDD)** dans ces mêmes secteurs critiques pendant une période de trois mois ;
4. Des **réquisitions de personnel de santé.**

Troisième acte. Plus le confinement dure, plus le monde des affaires se fait nerveux et impatient. Pour éviter les pertes économiques et contenir la crise sociale qui gronde, le patronat plaide pour que les activités reprennent au plus vite. Et les exigences économiques ont pris le dessus sur les problèmes sanitaires. En Lombardie, le patronat a exercé une pression très forte sur le monde politique pour rouvrir sans attendre les entreprises. En Belgique, la FEB a aussi exprimé son empressement. Et son souhait a été entendu : début mai, place au déconfinement !

Épilogue

Gouvernement et patronat sont passés à l'action. Et nous, on fait quoi ? On attend sagement à la maison la phase du déconfinement qui nous permettra de revoir enfin nos proches ? On suit docilement toutes les recommandations de nos éminents experts et expertes pour reprendre le boulot-métro-dodo d'avant ? On se contente de négocier les conditions sanitaires de la reprise du travail ? Ou bien on impose les résolutions syndicales comme conditions de toute reprise d'activités. Sans les travailleurs et travailleuses, il n'y aura aucune reprise de l'économie. Les organisations syndicales, à condition d'imposer le rapport de force, se retrouvent, comme en '45, dans une position incontournable, une position où il devient envisageable de changer de modèle de société.

SANS LA SÉCURITÉ SOCIALE, NOUS SERIONS DANS UNE SITUATION APOCALYPTIQUE

Mais où sont-ils tous ces biens pensants, ces donneurs de leçon qui nous expliquaient, hier encore, que la sécurité sociale était un luxe impayable, une usine à gaz mal gérée ? Trop coûteux les soins de santé ! Il est toujours possible de faire mieux avec moins, n'est-ce pas ? Trop coûteuses les caisses de chômage ! Dégressivité et exclusion ont remis les comptes en ordre.

Pourquoi la FEB ne vient-elle pas nous expliquer qu'il est impératif, pour sauver la sécurité sociale, de baisser les cotisations sociales et de diminuer les « charges » qui pèsent sur le travail ? Ces cotisations ne sont-elles pas un « handicap » salarial, un frein à la compétitivité des entreprises ? Et ne sont-elles pas parmi les plus élevées au monde ?

Peut-être parce qu'aujourd'hui, en pleine pandémie, ces propos seraient pris pour ce qu'ils sont : indécents et criminels. Le seul rempart qui nous protège contre l'épidémie et l'effondrement de l'économie (de marché), c'est la sécurité sociale ! C'est notre salaire mis en commun, notre salaire différé, une assurance collective fondée sur la logique de la solidarité et non sur la recherche du profit.

Rappeler quelques évidences. Si nous avons des soins de qualité et un accès universel aux soins de santé, ce n'est pas grâce au marché. C'est parce que les travailleuses et travailleurs ont créé des mutualités de santé et qu'ils et elles consacrent chaque mois une partie importante de leurs salaires aux cotisations sociales.

Si nous avons la possibilité de mettre un million de travailleuses et travailleurs en chômage économique, c'est uniquement parce qu'ils et elles cotisent à la Sécu. Ces cotisations sociales ne sont ni un luxe, ni un vol, ni du gaspillage. C'est le seul mécanisme encore debout qui nous protège dans la difficulté et qui, aujourd'hui, sauve des vies.

Pour l'heure, une fois encore, ce n'est pas le capital qui paie la casse mais les travailleuses et travailleurs. Il faudra s'en souvenir.

Si, dans l'urgence, la sécurité sociale agit comme un « mécanisme de sauvegarde » de l'économie de marché, faisons que demain, elle offre la voie de sortie du capitalisme.

LE CAPITALISME PEUT EN SORTIR RENFORCÉ

Le redémarrage au pas de charge de l'économie, au moment du déconfinement, est plus que probable. Il est même possible qu'on se retrouve, in fine, avec un capitalisme renforcé. Un capitalisme qui va rapidement s'ajuster et modifier son fonctionnement. Toujours avec, comme unique objectif, d'accroître les profits en « marchandisant » toutes les activités de la société.

Le capitalisme va se déployer simultanément vers deux directions :

1. Une partie des activités stratégiques/essentielles va peut-être être relocalisée au niveau national et continental, tant il est évident que la globalisation de la production a atteint ses limites. L'extension des chaînes de production à flux tendu est une organisation de la production risquée et incapable d'assurer l'approvisionnement en cas de crise. La saga des masques illustre parfaitement cette situation. Toutefois, cette relocalisation probable de certaines productions préservera certainement le rôle organisateur des multinationales, libres de planifier leurs productions à l'échelle de la planète et de mettre en concurrence les systèmes législatifs nationaux (normes sociales, fiscales et écologiques). Une relocalisation partielle des activités ne veut donc pas dire la fin du capitalisme ou des règles iniques du shopping législatif, mais simplement une réorganisation géographique de la chaine de la production en diversifiant à chaque étape les sources d'approvisionnement
2. La numérisation de la société constitue un excellent exemple de cette marche forcée vers toujours plus de compétitivité/productivité. Grands gagnants de la pandémie, les GAFA[1] made in USA en sortent renforcés. Ils font leur entrée dans le domaine de la sécurité sanitaire des pays. Pendant le confinement, Ils ont assuré la quasi-totalité des échanges sociaux (Facebook, Twitter, Zoom, Netflix, Youtube, Google…) et les services de livraison (Amazon). Après le capitalisme industriel du XIX^{e}, après le capitalisme financier du XX^{e}, nous entrons de plain-pied dans le capitalisme numérique. Ces GAFA sont des entreprises hyperglobalisées et hyperglobalisantes. Elles agissent instantanément sur toute la surface du globe et offrent des services complets (santé, mobilité, création monétaire, échanges de biens, sécurité, recherches scientifiques, loisirs…). Ce sont des entreprises-mondes, soutenues à bras le corps par le monde politique, et notamment le programme DESI de l'Union européenne qui se décline ensuite dans chaque pays membre (notamment par le programme Digital Wallonia).

Dans les 2 cas, le capitalisme produira encore un travail déclassé, sous-payé et déconsidéré. Une minorité de travailleurs et travailleuses hyperqualifiées et une grande majorité de salarié·e·s sous-qualifié·e·s, mal payé·e·s. Le modèle Amazon nous fournit un bon exemple de ce que sera le capitalisme de demain...

1 GAFA : acronyme qui désigne quatre des entreprises les plus puissantes du monde de l'internet à savoir : Google, Apple, Facebook et Amazon.

BIG BROTHER IS WATCHING YOU

La démocratie aussi est confinée…

Le confinement a été mis en place sous un régime politique d'exception. Le gouvernement fédéral, minoritaire, en affaires courantes s'est vu attribué des pouvoirs spéciaux. L'exécutif, désormais seul aux commandes, légifère sans filtre par décrets et arrêtés. Dans ce contexte délicat où les institutions démocratiques sont mises en quarantaine, nous devons faire preuve d'une vigilance toute particulière et scruter, avec un œil critique, toutes les décisions prises par nos « super » ministres. Des mesures qui sont et seront prises dans l'urgence pour lutter contre la pandémie. Des mesures qui risquent pourtant de s'installer dans la durée, voire de perdurer au-delà de la crise sanitaire. Prises dans la précipitation, elles sont souvent mal ficelées juridiquement pour se révéler, ensuite, préjudiciables et dangereuses dans leur application pratique.

Covid et virus technologiques : choisir entre la peste et le choléra ?

Dans la lutte contre le Covid-19, la Chine, Taïwan et la Corée du sud ont utilisé massivement le traçage numérique pour identifier les malades, contrôler les déplacements et faire respecter les mises en quarantaine.

Ces technologies intrusives, potentiellement liberticides, arrivent aujourd'hui en Europe. Et le moment est mal venu. En France, une application smartphone « StopCovid » sera utilisée pour tracer les personnes contaminées et reconstituer l'historique des relations sociales et donc la chaîne de transmission du virus. En Belgique, les « expert·e·s » se sont accordés sur la nécessité de pratiquer le traçage des cas positifs pour réussir le déconfinement.

Redoublons de prudence. Nous savons que la santé est un sujet extrêmement sensible. De nombreuses applications numériques (*high-tech*, robotique, intelligence artificielle) sont d'abord introduites dans le monde médical avant d'être généralisées à l'ensemble de la société. Nous acceptons volontiers de recourir à des technologies qui ont, dans le strict cadre médical, un potentiel curatif indéniable mais celles-ci peuvent se révéler, appliquées à d'autres domaines (le monde du travail, par exemple) dangereuses et liberticides.

La lutte contre la pandémie du Covid-19 et le déconfinement offrent un boulevard à l'extension de l'utilisation du traçage des individus dans nos sociétés. Cette mesure est prise sans débat public, sans en évaluer la portée pour l'avenir. Qui récolte les données ? Comment et où sont-elles gérées ? C'est le règne du flou.

Aujourd'hui, on va tracer les malades « Coronavirus », certainement avec le consentement de tout le monde. Et si demain, on traçait les personnes porteuses d'autres maladies, comme le SIDA ?

Si on traçait les personnes homosexuelles, celles qui demandent l'asile, les sans emploi, les syndicalistes, les militant·e·s… ? Nous serions alors, comme dans le roman de George Orwell : en 1984.

COVID-19 & TRAVAIL



Nicolas Latteur

Afin d'éviter les difficultés que l'écriture inclusive peut entraîner à la lecture, et dans un souci d'égalité entre les hommes et les femmes, l'auteur utilise alternativement le masculin et le féminin.

TRAVAIL, ÉCOLOGIE, DÉMOCRATIE

La dimension politique du travail apparait au grand jour avec la crise sanitaire tout comme elle se révèle lors de chaque crise qu'elle soit sociale, économique, culturelle, etc. Qui travaille ? Pour qui ? Qui le décide ? Qui le contrôle ? Que produit-on ? Quelle utilité sociale et écologique ce travail a-t-il ? De quels moyens disposent les travailleuses et les travailleurs pour contrôler leurs conditions de travail et la préservation de leur santé ?

Qui décide du caractère essentiel ?

La crise ne met pas entre parenthèses la condition salariale. Elle en révèle, au contraire, toute sa violence. Libres juridiquement de ne pas travailler, obligés économiquement à le faire, contraints de se présenter sur le marché du travail parce que expropriés de leurs moyens de production et de leurs moyens de consommation, les salariés sont appelés par les pouvoirs qui les encadrent.

Plus que jamais, il s'agit de soutenir toute démarche des salariées et de leurs représentantes qui entendent débattre du caractère essentiel ou non de leur activité[1]. En Italie, des ouvriers et des ouvrières ont organisé des grèves et ont refusé d'être les sacrifiées de la guerre économique. Suite à ces pressions, le gouvernement italien a publié une liste d'activités essentielles et a autorisé les autres secteurs à interrompre le travail.

Pour un travail démocratique

Car, aujourd'hui, les choix prioritaires des entreprises tels que la décision même de maintenir ou non l'activité en temps de crise sanitaire n'impliquent pas la consultation des travailleurs à la base. C'est en créant des rapports de force à l'aide de leurs représentants syndicaux et des pouvoirs que ceux-ci parviennent à constituer que les travailleuses ont pu s'inviter là où elles ne l'étaient pas. Or, elles s'engageront d'autant plus volontiers qu'elles auront pu contribuer à ces choix de priorités et qu'elles auront pu mener cette définition sans menace de précarité et de licenciement à la gorge.

Aujourd'hui, qui décide des transports essentiels, des productions à maintenir, des tournées à effectuer pour la distribution du courrier ? Pourquoi les syndicats ne seraient-ils pas légitimes pour organiser des consultations de salariés en lien avec des usagers, les pouvoirs publics, etc. ? Pourquoi ne pas établir une liste des métiers et activités vitales ?

1. Voir en ce sens l'appel en France de l'Atelier Travail et démocratie, « Lettre ouverte à Muriel Pénicaud : « Cessez votre politique criminelle ! », https://blogs.mediapart.fr/ateliers-travail-et-democratie/blog/020420/lettre-ouverte-muriel-penicaud-cessez-votre-politique-criminelle

QUEL TRAVAIL VOULONS-NOUS ?

Aujourd'hui, se réapproprier collectivement le travail apparait l'enjeu central afin que les principes qui fondent les politiques néolibérales — surtout les inégalités sociales et les destructions écologiques — soient anéantis et que le « travail démocratique » puisse se déployer.

La crise sanitaire a permis de mettre, une nouvelle fois, en jeu la question des critères qui président à la définition des activités essentielles pour une société. Une politique écologique et sociale forte passe par un investissement massif dans les secteurs de la reproduction sociale qui, aujourd'hui, continuent d'être assurés par des travailleurs, et surtout des travailleuses, qui répondent aux besoins essentiels en prenant soin de la vie et de la planète : des soignantes de proximité ou d'institutions hospitalières, des médecins, des ouvrières du nettoyage, des employés de pompes funèbres, des accueillantes d'enfants et des puéricultrices, des éducateurs et des assistantes sociales, des éboueurs, des agricultrices, des ouvriers et employées de la grande distribution, etc.

Quand des travailleurs demeurent isolés, ils restent de véritables esclaves à la merci de l'arbitraire et des conditions de travail qui leur sont imposées. Mais, lorsque des salariées formulent en commun leurs revendications et refusent d'obéir, se parlent de leurs conditions de travail, définissent leurs propres critères de l'acceptable et de l'inacceptable, de l'accessoire et de l'essentiel, elles deviennent actrices politiques. Ils et elles commencent à exiger que leur travail ne soit pas réduit à servir uniquement une minorité privilégiée.

L'auto-organisation de ces travailleuses s'avèrent aujourd'hui déterminante. Les salariées peuvent prendre conscience qu'elles disposent d'un certain pouvoir, qu'elles sont légitimes et aptes à la lutte sociale et politique. Si les grèves suscitent une telle réprobation — ne parle-t-on pas de « grogne » pour caractériser un arrêt de travail accompli par des travailleuses et des travailleurs même si ceux-ci affrontent la subordination en temps de pandémie ? — c'est parce qu'ils sont de nature à ébranler leur domination.

LA SANTÉ D'ABORD, VRAIMENT ?

Un appel gouvernemental au confinement… mais une sollicitation à poursuivre le travail en télétravaillant quand c'est possible ou en prenant toutes les mesures de précaution quand cela ne l'est pas… Mais depuis quand la santé au travail est-elle garantie par un appel gouvernemental à la responsabilité patronale ? Un pouvoir politique qui désinvestit l'inspection du travail se serait-il miraculeusement métamorphosé ? Comment cet appel n'est-il pas accompagné de nouveaux moyens et de nouvelles dispositions ? Pourquoi les travailleurs et les travailleuses ne disposent pas de droits pour tirer la sonnette d'alarme et pour être protégés à ce titre ?

85 % des entreprises contrôlées ne respectent pas la distanciation sociale. Des contrôles menés entre le 23 mars et le 3 avril, dans 328 entreprises, ont révélé ces chiffres. Quelques jours plus tard, le 15 avril, se tenait un nouveau Conseil National de Sécurité. Allait-on prendre la mesure d'un tel incivisme ? Alors que les médias nous annoncent une tolérance zéro pour tout acte qui ne respecterait pas les mesures de confinement, pour les lieux de travail, c'est silence radio… Belle démonstration que lorsque l'on est salariée, on n'est plus citoyenne. Un espace d'arbitraire dans lequel les contrôles sont rares et souvent suivis de pas ou de peu de sanctions est ainsi préservé.

La gestion de la crise du Coronavirus prolonge ainsi une violence de classe pour celles et ceux qui sont contraints de poursuivre leur travail malgré des protections absentes ou défectueuses. D'autres, confinés à leur domicile, ne sont certes pas exposés à ces conditions de travail, mais sont appelés à se débrouiller pour que les vies professionnelles et privées se chevauchent. Cette organisation du travail accentue les différences entre catégories de salariés, tendant à réserver la précarité et l'exposition aux risques de santé aux galériens et galériennes du capitalisme.

Pour faire face à cette violence, il nous faut défendre et légitimer une forme de syndicalisme dont les tenants du capitalisme et du management néolibéral ont horreur, une forme indépendante, autonome, démocratique et radicale au sens où elle définit les questions qui la concernent et tente d'intervenir sur les causes plutôt que de s'en limiter aux conséquences. Ce que la gestion de la crise montre sans détour, c'est que l'émancipation des travailleuses et des travailleurs sera l'œuvre des travailleuses et des travailleurs eux-mêmes.

AU-DELÀ DE LA CRISE SANITAIRE, L'URGENCE D'UN SYNDICALISME DE COMBAT

Lors de la crise sanitaire, de nombreuses travailleuses et de nombreux travailleurs, contraints de poursuivre leur travail, ont été confrontés à un manque de sécurité et de moyens protection. Parce que la santé n'est pas une question à ne laisser qu'entre des mains désignées comme expertes. Il s'agit de se la réapproprier aux travers de quatre principes :

- **« La santé ne se vend pas » : il ne s'agit plus de monnayer les risques que l'employeur appelle à prendre mais à créer les conditions de leur suppression ou de leur réduction.**
- **« La santé ne se délègue pas » : la santé ne peut être entre les mains d'experts qui fixent en dehors des salariés des seuils acceptables (au nom de quoi et de qui ?).** Il s'agit de poser les bases d'une conception démocratique d'un syndicalisme pensé et défini par sa base. En ce sens, ces pratiques incarnent directement un projet d'émancipation sociale (Qui contrôle ? Qui représente ? Qui définit les stratégies ? …).
- **Reconnaissance et affirmation de l'intelligence collective des travailleuses** tant pour développer des connaissances sur le travail et ses impacts sur la santé que pour élaborer des revendications, des formes d'action pour transformer le travail et ses conditions. Il n'y a pas de **politique de bien-être au travail sans alliances entre les mouvements sociaux et des professionnelles** comme des chercheurs et des chercheuses et des actrices et des acteurs de la santé au travail.
- **Créations d'outils permettant l'identification de facteurs de nocivité. Il s'agit de rompre avec l'approche d'une médecine du travail centrée sur l'aptitude individuelle et surbordonnée au patronat pour promouvoir une approche démocratique centrée sur l'activité autonome des salariées, de leurs représentantes et des acteurs mobilisés autour de leurs luttes.**

Ce modèle de lutte doit prioritairement intégrer des apports des mouvements antiracistes, féministes, et environnementalistes pour poser les conditions d'une amélioration radicale des conditions de travail.

Ce faisant, ce syndicalisme de combat appelle à des stratégies sociales et politiques pour qu'on ne puisse plus perdre la santé et la vie à la gagner. Il vise à construire les rapports de forces nécessaires aux alternatives sociales et écologiques à construire pour dépasser le capitalisme. De façon essentielle, les travailleuses et les travailleurs doivent se réapproprier collectivement leur travail et élaborer leurs propres stratégies et pratiques émancipatrices.

COVID-19

REGARD D'AILLEURS

Avec une contribution de André Lye Yoka, personnalité congolaise. Homme de culture, de théâtre, écrivain. Il a assumé de nombreuses responsabilités dans la société civile, dans les milieux culturels. Il est aujourd'hui Directeur Général de l'Institut National des Arts (INA) Professeur émérite de l'Enseignement supérieur et universitaire, chargé de recherches à l'UNESCO (Bureau de Kinshasa), Président de l'ONG : Observatoire des Cultures Urbaines en RDC (OBSCUR) et membre du Comité de rédaction de la revue Congo Libertés de la Maison de la Laïcité de Kinshasa.

CONFIDENCES DU CHAUFFEUR DU MINISTRE

CORONAVIRUS : NOUS SOMMES 15 MILLIONS DE KINOIS « SPÉCIALISTES »...

Mon patron, le Ministre des Affaires stratégiques (chuut ! à prononcer avec respect…), est un homme prévoyant ; il avait déjà pris les devants, avant même les mesures de confinement de la commune de la Gombe, mesures décrétées par le Gouvernement.

Notre Ministre nous avait ainsi convoqués, nous tous du personnel, en sa résidence. Son protocole avait tout prévu pour l'accueil et les dispositions sanitaires. À l'entrée de la résidence : lavage obligatoire des mains, mouchoir obligatoire à usage unique, masque sanitaire obligatoire, gants hygiéniques obligatoires. Mais pas de cocktail ; en revanche mise en place obligatoire de chacun d'entre nous les agents, à bonne distance d'un mètre obligatoire, et sous la paillote dans la cour.

Une fois la mise en place terminée, le protocole avait annoncé l'entrée du Ministre. Tout un spectacle ! Encadré par des gardes du corps à la mine de fauve et masqués, Son Excellence le Ministre avait porté une tenue, pour ainsi dire de circonstance : une sorte de scaphandre d'astronaute à la couleur blanche-clinique, avec des gants, masques et pantoufles assortis. Nous avions accueilli le Ministre debout, presqu'au garde-à-vous. Le Ministre avait annoncé le programme lui-même : une première partie de « conscientisation » avec à l'appui, le visionnage en différé d'un reportage sur les exposés de médecins « spécialistes ». Deuxième partie : débats et échanges entre agents. Enfin, troisième partie : surprise, selon Son Excellence…

Nous avions eu droit, pour commencer, aux exposés de quatre spécialistes, tous la mine inspirée, le doigt et le nez pointés prophétiquement vers le ciel, tous tirés à quatre épingles. Il y avait là devant nous, à l'écran, si je me souviens : le Docteur Koussi-Koussa (diplômé de l'Université de Marseille), promoteur de la COLORO-KIN (colorants conditionnés à la kinoise, sur base, paraît-il, des « ersatz ebolagènes ». Puis est passé le Docteur Etcetera (Professeur des universités congolaises de virologie-immunologie-épidémiologie), adepte du PIPI-KIN (vaccin expérimental extrait, paraît-il, d'urines mélangées et traitées à la fois du pangolin kongo et de la chauve-souris luba). Ensuite la parole a été cédée au Docteur Touchatou (tradi-praticien autodidacte), découvreur de la PANACE-TAMOL (panacée toutes-catégories, tous-virus, tous-terrains, à base, paraît-il, de décoctions de safoutier et autres essences forestières). Enfin la revue a été clôturée par le Docteur M'Via-Gra (généraliste et chercheur en médecine tropicale), défenseur du PEPE-BIOTIC (solution hybride à base de divers aphrodisiaques pour, paraît-il, le renforcement des capacités viriles antivirales des hommes du « 3e Âge »)… Entre ces docteurs volubiles, des échanges ont été d'autant plus houleux, énigmatiques et dispersés que tout ça a été sur-pimenté à temps et à contretemps par des intrusions et des témoignages polémiques d'un certain nombre de « Conseillers Spéciaux », de « Conseillers Principaux » , de « Conseillers-Chargés-de-Missions », tous issus de ministères fantômes mais, paraît-il, impliqués de près et de loin dans la guerre contre la pandémie Covid-19…

Ma voisine de gauche, la secrétaire particulière du Ministre, s'est tournée vers moi et m'a soufflé à l'oreille : « *Hé, pilote, je n'ai rien compris à leurs perroquetteries. Et toi ?* ». J'ai répondu « *Moi non plus* ».

Fin de visionnage. Est alors venue l'heure des débats entre nous les agents. Silence. Silence long, long. Personne n'osait prendre la lourde charge de la parole devant le chef. **[…]**

André Lye Yoka,
10 avril 2020

À LIRE

Découvrez la suite de cette chronique sur **cepag.be/publications** (onglet « Billet d'humeur »).



DICOVID

QUELQUES DÉFINITIONS REVUES ET CO(RONA)RRIGÉES

Maurizio Vitullo & Laurent D'Altoe

DÉMOCRATIE

Nous voulons une politique de rupture. Des chantiers s'ouvrent devant nous : repenser la démocratie ; reconstruire les biens communs, promouvoir une économie coopérative solidaire et respectueuse de l'environnement. Nous ne partons pas de rien. Nous avons déjà les mécanismes de solidarité et les modèles économiques (Sécu, coopératives…). À nous de lutter pour les remettre au centre du débat politique et de l'action citoyenne.

DICTATURES (?)

De nombreux gouvernements ont renforcé leurs capacités de contrôle et se sont dotés de pouvoirs spéciaux. Quant aux populistes, ils utilisent la situation comme prétexte pour accroître leurs pouvoirs. Pour combien de temps ? Le temps de la pandémie pour certains ? À durée indéterminée pour d'autres ?

LIBERTÉS

Les libertés ne sont jamais acquises. Un gouvernement autoritaire a la capacité en quelques décisions de les anéantir. Depuis septembre 2001 et les attentats de New-York, la très grande majorité des pays du monde ont renforcé ou se sont dotés de lois liberticides, toujours au nom de la sécurité collective. La Belgique n'y fait pas défaut.

RELANCE

On l'entend déjà au coin de chaque rue déserte. Pour la reprise économique, on imagine sans trop de peine une attaque sur les conquêtes sociales liées au droit du travail ou encore un enterrement de première classe pour les éventuelles normes anti-pollution.

(NOTRE) RESPONSABILITÉ

Nos libertés sont également mises à mal par nos comportements individuels. Pointons deux assuétudes qui se sont renforcées pendant le confinement : l'utilisation des réseaux sociaux et le recours au commerce en ligne. Beaucoup d'entre nous s'accrochent désespérément aux réseaux sociaux et aux plateformes numériques. Or ils détruisent les collectivités, appauvrissent les liens sociaux. Le commerce en ligne, quant à lui, explose. Amazon, véritable fossoyeur des libraires et des « petits » commerces, profite de la crise sanitaire et de la fermeture momentanée des magasins pour accroître son emprise mondiale mais sans améliorer les conditions de travail de ses salarié·e·s.

RÔLE DE L'ÉTAT

Comme en 2008, on redécouvre que l'État reste le dernier recours vers lequel se tourne le capitalisme agonisant. L'État peut tout. Il peut imposer l'arrêt des activités économiques. Il peut nationaliser des entreprises et injecter des milliards dans l'économie. Le même État qui, hier encore, était fustigé pour des dépenses se montre soudainement d'une générosité sans limites surtout lorsqu'il doit sauver les banques et le monde économique. Même les fameuses règles de discipline budgétaire de l'UE ne seraient finalement pas si rigides que cela.

SÉCURITÉ SANITAIRE

Sans doute une des expressions les plus prononcées en ce moment. Au nom du bien-être de toutes et tous, on pourrait alors prolonger ou créer toute une série de mesures liberticides alors que la situation ne le nécessite plus.

SÉQUESTRATION

La pandémie a ceci de singulier qu'elle nous fait expérimenter soudainement les effets délétères de la privation de liberté. La globalisation qu'on nous promettait heureuse se métamorphose sous nos yeux en un cauchemar claustrophobique.

SOLIDARITÉ

Alors que ce concept renvoie, en principe du moins, à des combats collectifs et progressistes, il est utilisé par les tenants de politiques austéritaires (restriction des services publics, des soins de santé, des normes écologiques…) pour justifier un ultralibéralisme agressif. Un comble…

COVID-19

POUR QUE L'APRÈS NE SOIT PLUS JAMAIS COMME L'AVANT



« Si nous voulons que tout reste pareil, il faut que tout change ! »

Extrait du film « le Guépard » de Luchino Visconti, 1963

Les messages de sortie de crise sont pour le moins contradictoires, du moins en apparence. Les scénarios de l'après-Covid ont été élaborés par le groupe d'experts. Le Conseil national de sécurité a tranché… Place au déconfinement. Exercice périlleux, soumis à une double contrainte. Assurer un retour progressif à la sécurité sanitaire et engager la relance économique. Les points de vue sont nombreux et les postures très diverses mais chacun fait à sa manière le grand écart, écartelé entre un retour à la normale (relancer l'économie) et un plus jamais ça (changer le modèle de développement).

Le capitalisme n'est pas à sa première crise globale. Et à chaque fois, les mêmes séquences se reproduisent. Une boucle perverse se met en mouvement :

Le système capitaliste se crashe…

- ➔ il est sauvé par une intervention massive de l'État…
- ➔ qui s'endette lourdement…
- ➔ Suivent des mesures d'austérité pour assainir les budgets publics et rembourser les dettes…
- ➔ Les capitalistes en sortent enrichis (les mêmes qui sans l'assistance de l'État auraient disparu).

Au cœur de cette logique, la névrose obsessionnelle des puissants et dirigeants : accumuler sans limite la richesse. Un changement radical de modèle de société est impérieux. Mais ne tombons pas dans la naïveté, le basculement vers une société solidaire et durable ne viendra pas de celles et ceux qui nous dirigent actuellement, simples laquais, au service des multinationales et des intérêts privés. Comme lors des crises précédentes, ces personnes se feront toutes arracheuses de dents. Elles nous enfumeront dans un nuage de petites réformettes à la semaine. Elles changeront tout pour que rien ne change. Retour au *business as usual*.

Point de rupture ou retour à la normalité ? Les citoyennes et citoyens, les associations et les mouvements sociaux doivent se saisir de ces questions et créer des espaces libres et autonomes de propositions et de transformations de la société. Pour ne pas se faire avoir une fois encore, nous devrons analyser dans le détail la manière dont nos gouvernements répondront concrètement aux défis climatiques, économiques, sociaux, démocratiques, aux inégalités, à la pauvreté, à l'accès aux droits, à la santé, à la lutte contre les injustices, à la fraude fiscale, à la montée des populistes.

C'est à l'aune des actes qui seront posés que nous jugerons de la réelle volonté de changer de société. Les résistances au changement sont énormes. Le 1 % qui détient les 99 % des richesses mettra tout en œuvre pour renforcer ses positions. La pandémie est à cet égard une opportunité inédite. Les chiffres d'affaires des GAFA[1] explosent. Amazon connaît une croissance de ces activités partout dans le monde. L'industrie agro-alimentaire tourne à plein rendement et les ventes d'armes repartent à la hausse…

Le basculement, la grande transformation sociale, viendra uniquement d'une mobilisation citoyenne large, associant l'ensemble des luttes qui traversent aujourd'hui la société. Le temps est à l'action et il nous est compté.

Nous entrons dans une période où tout va changer pour le meilleur ou pour le pire ou pour que tout reste pareil.

1. GAFA : acronyme qui désigne quatre des entreprises les plus puissantes du monde de l'internet à savoir : Google, Apple, Facebook et Amazon.

POUR ALLER PLUS LOIN...



CEPAGasbl
2 min

Toujours informée·e !

Le site **www.cepag.be** vous informe de toutes les activités et productions du CEPAG et de ses Régionales.

Retrouvez-nous également sur Facebook !

N'hésitez pas à consulter régulièrement notre page, à l'aimer, à la commenter et, bien sûr, à diffuser nos événements sans modération !

Pour toute question ou pour recevoir les invitations à nos activités, n'hésitez pas à nous envoyer un e-mail sur **cepag@cepag.be** !

J'aime Commenter Partager

POINTS DE VUE SUR LE CORONAVIRUS

Covid-19. Crise sanitaire sans précédents, et pourtant prévisible. Ralentissement. Répercussions socioéconomiques inévitables. Confinement. Inégalités sociales qui se renforcent.

La situation est inédite, historique… et laissera des traces !

Une réflexion sur le monde d'après est indispensable.

Prendrons-nous le risque de recommencer « comme avant » avec le tout-au-profit, la surconsommation, la destruction de l'environnement…

Ou saisirons-nous cette occasion pour dessiner et exiger une autre société, un modèle plus égalitaire, solidaire et respectueux de la planète ?

Serons-nous prêt·e·s à remettre en question les choix politiques, à nous opposer, à désobéir ?

Pour accompagner ces questionnements, le CEPAG vous propose une série d'analyses rédigées « à chaud », en plein confinement.

Un regard sur la société actuelle, un éclairage sur la santé publique, l'indispensable prise de conscience qui s'impose à nous… Telles sont quelques-unes des thématiques et pistes de réflexion que nous mettons à votre disposition.

Le travail, ses conditions et l'enjeu politique qu'il représente sont bien sûr aussi analysés sous l'angle « Coronavirus ».

À découvrir sur **www.cepag.be**

CEPAG
MOUVEMENT
d'éducation populaire

Rue de Namur 47
5000 Beez

Tél. 081 25 61 56
Fax 081 26 51 51

cepag@cepag.be
cepag.be

CEPAGasbl